

---

# Etat des lieux de la dépendance énergétique des «conflits gelés»

## Description

**L'Europe orientale, reconfigurée depuis le démembrement de l'URSS, a accouché de quatre «Etats» de facto issus de conflits toujours gelés. Quel est l'état des lieux de la dépendance énergétique de ces régions sécessionnistes que sont l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, le Haut Karabagh et la Transnistrie? Il n'est pas là seulement question de gaz, d'essence ou d'électricité, mais aussi d'instrumentalisation politique et de souveraineté utopique.**

Difficile d'opérer une approche comparative de la question de la dépendance énergétique des zones sécessionnistes vis-à-vis de la Russie, dans le sens où, quelle que soit l'approche choisie, elle relève d'une pure convention méthodologique. Pour simplifier le propos, on peut opérer une distinction entre, d'un côté, les zones qui sont frontalières de la Fédération de Russie et, de l'autre, celles qui en sont séparées par un Etat tiers. Ainsi, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, qui se sont toutes deux détachées de la Géorgie au début des années 1990, entretiennent des rapports privilégiés avec leur voisin russe. Au contraire, la Transnistrie, bien que tournée vers Moscou, en est séparée par l'Ukraine, et le Karabagh, isolé en Azerbaïdjan, doit compter sur l'Arménie, elle-même enclavée.



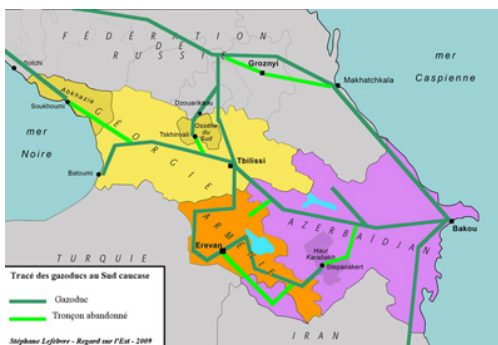
## L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, des leviers de déstabilisation?

Depuis que la Géorgie s'est radicalement détachée de la Russie, cette dernière a perdu non seulement une partie de son pré carré «traditionnel», mais aussi un débouché pour ses hydrocarbures en transit vers l'Arménie et l'Iran. Dans ces conditions, on comprend l'intérêt stratégique et politique de la Russie pour ces régions sécessionnistes, pièces importantes d'un puzzle brisé. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud apparaissent ainsi comme des leviers de pression sur le pouvoir géorgien résolument, mais peut-être pas irréversiblement, tourné vers l'Occident.

L'Abkhazie revêt un intérêt certain pour les visées géopolitiques de la Russie. Indépendante *de facto* depuis plus de 15 ans, la région est quasi totalement dépendante des apports commerciaux et financiers russes. Gaz et essence sont ainsi fournis par l'allié du nord qui, pour le moment, vend à perte. La dépendance de l'Abkhazie est toutefois à relativiser: son accès à la mer Noire lui permet d'entretenir l'illusion d'une liberté au moins commerciale. Le pouvoir abkhaze cherche à diversifier ses fournisseurs et compte pour partie sur les tankers étrangers (turcs et roumains), régulièrement arrêtés par les autorités géorgiennes. Forte de son droit à l'intégrité territoriale, la Géorgie a en effet imposé un embargo à l'Abkhazie, poussant paradoxalement davantage encore cette dernière dans les bras de son «ennemie», la Russie. Ainsi étranglée, la région a signé le 26 mai 2009 un accord de partenariat avec la société pétrolière russe Rosneft. Fin août, 1.000 tonnes d'hydrocarbures font en urgence la liaison Touapsé-Soukhomi par train[1].

De plus, la centrale hydroélectrique géorgienne de l'Ingouri constitue à son tour un levier de négociation entre Moscou et Tbilissi. Alors que la digue se trouve en Géorgie, les stations électriques sont situées en Abkhazie, qui réclame le retour du barrage dans ses frontières. Pour l'instant, 60% de la production électrique revient à la Géorgie et 40% à l'Abkhazie, dont 20% transite vers la Russie. La compagnie russe INTER RAO a signé en janvier 2009 un mémorandum permettant une exploitation russo-géorgienne de cette station «bi-nationale» qui pourrait, dans son exploitation maximale après restauration complète par la compagnie Siemens, fournir de l'électricité à une grande partie du Caucase nord et sud. Mais ce texte non officiel a suscité de vives protestations de la part de l'opposition géorgienne comme du gouvernement abkhaze, chacun craignant qu'un accord secret avec la Russie les pénalise. Un tel accord «secret» pourrait cacher une privatisation de la plus grande centrale du Sud Caucase, et fait suite à une précédente tentative de vente à l'Azerbaïdjan, dénoncée par l'Abkhazie qui considère l'Ingouri comme sienne. L'Abkhazie s'est par ailleurs engagée dans la prospection off-shore de pétrole brut: Rosneft compte sur les quelques 300 millions de tonnes de brut qui dormiraient dans les eaux revendiquées par la Géorgie, mais placées sous surveillance du FSB russe. Alors que certains dénoncent une mainmise de la Russie sur les ressources naturelles d'une région quasi annexée, d'autres y voient surtout la preuve de l'incompétence et du mépris des autorités géorgiennes qui avaient délaissé non seulement ce filon, mais toute la république abkhaze. En d'autres termes, le sécessionnisme abkhaze ne peut être attribué aux seules élites abkhazes, la Géorgie y a sa part de responsabilité.

Quant à l'Ossétie du Sud, qui s'inscrit dans une même dynamique de rejet du centre géorgien, son enclavement lui interdit de rêver à autre chose qu'un rattachement à la Russie. Mise sous embargo et privée de courant géorgien, l'Ossétie du Sud dépend de la nouvelle centrale thermique russe construite en pleine zone sismique. Par ailleurs, en août 2009, a été inauguré le nouveau gazoduc russe «Dzouarikaou-Tskhinvali», le plus haut du monde, qui relie l'Ossétie du Nord à l'Ossétie du Sud. Pour le moment, le tube s'arrête à la seule capitale; l'hiver sera rude pour le reste de la population. L'Ossétie du Sud, qui cache mal ses désirs de sujétion à la Fédération de Russie, se rêve une zone de transit du gaz russe vers la Géorgie, voire même la Turquie en cas de fiasco des projets de tubes alternatifs au passage par la Russie. Reste alors à trancher sur sa situation: nouvelle servitude nécessaire ou liberté recouvrée?



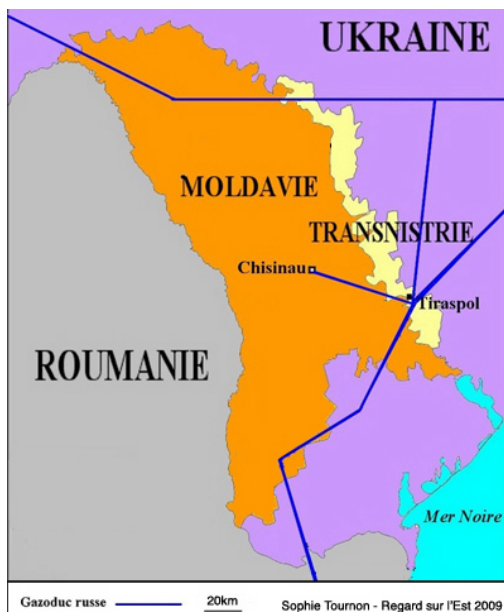
Les hydrocarbures russes, vitaux pour ces régions isolées, accentuent davantage leur mise sous tutelle économique et politique. En approvisionnant ces régions en manque de reconnaissance, Moscou –qui n'attend aucune contrepartie financière de ces zones insolubles pour le moment– s'assure à peu de frais une présence commerciale et surtout militaire en Géorgie, chasse gardée troublée par la politique «d'endiguement» progressif des Etats-Unis et de l'OTAN. La dépendance de ces zones aux énergies russes peut s'interpréter de trois manières: elle permet à la Russie de

s'approprier les deux régions pro-russes; elle lui offre un levier stratégique qui limite la souveraineté de la Géorgie, rendue plus instable et, partant, moins attractive aux yeux des alliés occidentaux; enfin, en leur «offrant» ses hydrocarbures, la Russie montre au monde sa capacité à «faire de l'humanitaire» dans la région, troquant son image de puissance belligérante contre celle de l'alliée indéfectible.

### Transnistrie et Karabagh, des chevaux de Troie?

Si la dépendance énergétique de la Transnistrie et du Karabagh vis-à-vis de la Russie relève, comme dans les cas précédents, d'un jeu oscillant entre solidarité affichée et asservissement économique et politique, ces deux régions s'inscrivent en outre dans une dimension internationale.

La Transnistrie, langue de terre *de facto* séparée de la Moldavie, a tout d'un pion russe perdu en Europe. Fortement industrialisée, cette enclave largement pro-russe dans une région pro-européenne, n'est reconnue par aucun Etat, Russie comprise qui y entretient pourtant une base militaire. La Transnistrie, plateforme importante pour l'acheminement du gaz russe vers le Sud de l'Europe, est approvisionnée par un tube en provenance d'Ukraine et poursuivant vers les Balkans. La gaz russe est, pour des raisons d'alliance politique, revendu à perte à la Transnistrie. Mais certains craignent une lassitude de la part de la Russie, qui soutient à bout de bras cette enclave mise sous embargo européen. Cette situation amène à s'interroger: qui de la Russie ou de la Transnistrie (et de la Moldavie) dépend de l'autre? Du point de vue économique, la colossale dette gazière de la capitale transnistrienne Tiraspol (1,8 milliard de dollars) montre la forte dépendance de cette région. Mais, du point de vue politique, elle montre aussi la dépendance symbolique de Moscou, acteur très actif du rapprochement entre la Transnistrie et la Moldavie. En effet, le Kremlin a besoin de la Transnistrie pour montrer à la communauté internationale qu'il peut être, là encore, une puissance sur qui compter dans le règlement des conflits gelés[2]. Enfin, selon la géopolitologue Florence Mardirossian, la Transnistrie, qui s'est volontairement placée sous l'aile de la Russie, représente un atout de taille pour celle-ci: elle s'assure ainsi une présence (un «pied-à-terre») en Europe, en plus de son enclave de Kaliningrad[3].



*Les gazoducs russes en Moldavie*

Dernier cas, le Haut Karabagh, enclave arménienne en Azerbaïdjan, a pour seuls alliés la Géorgie, la Russie et l'Iran. Si l'essence iranienne parvient à passer sans problème depuis l'Arménie, *via* le couloir

de Latchine, le gaz russe pose plus de soucis. L'Arménie est le véritable *dispatcher* de l'Artsakh (nom de l'enclave en arménien). Comme le rappelle Hovannès Guévorkian, représentant du Haut Karabagh en France, pour pouvoir recevoir le précieux gaz russe, Erevan doit s'assurer des liens solides avec l'instable Géorgie voisine[4]. Or, entre «avaries» ponctuelles et guerre éclair, la distribution de cet «or gris» vers l'Ossétie du Sud et l'Arménie est de plus en plus aléatoire, car dépendante du bras de fer politico-économique qui oppose Moscou et Tbilissi. Par ailleurs, ce «Jardin noir» jouit de ressources naturelles suffisantes pour actionner sa centrale hydroélectrique (60% de la consommation domestique) et un réseau de mini-centrales en cours de construction, qui devrait, à terme, lui permettre d'exporter de l'électricité vers la Turquie et l'Iran.

La compétition invisible qui oppose l'Azerbaïdjan et la Russie sur le marché du gaz contribue à isoler davantage le Karabagh. Bakou, qui refuse de céder sur le statut de l'enclave, évite tout conflit direct avec sa protectrice russe. Mais l'Azerbaïdjan, fournisseur officiel de la Géorgie, pourrait se servir du levier gazier pour influencer les négociations en cours à propos du statut de l'enclave, privant l'Arménie et la zone sécessionniste de tout apport de gaz russe transitant par la république géorgienne[5]. Dans cette configuration, l'alternative iranienne présente des avantages considérables. Le gazoduc entre ces deux voisins, fonctionnel depuis mai 2009, devrait à terme parvenir au Karabagh. Ce dernier s'est par ailleurs engagé dans d'ambitieuses missions de prospection de son sous-sol, dans le cadre d'une politique de sécurisation énergétique doublée d'une campagne de communication en forme de pied-de-nez envers Bakou, richissime productrice et exportatrice de pétrole caspien, qui cherche à l'anémier par embargo.

Ces deux régions ont en commun, outre leur enclavement, leur position avancée dans des zones plutôt hostiles à l'«empire» russe. La Transnistrie abrite une base russe, alimentée par du gaz russe, non plus aux portes de l'Europe mais en son sein. Le Karabagh maintient les intérêts russes au cœur de l'Azerbaïdjan, république dont les vellétés de neutralité sont remises en question lors des négociations internationales, comprenant la Russie, sur la sortie du conflit qui l'oppose au Karabagh. Telles des chevaux de Troie, ces zones non reconnues contiennent en elles les ferments de futurs conflits économiques et politiques en pleine «zone rebelle».

### **Des dépendances nécessaires et volontaires**

Bien que ces quatre entités séparatistes soient énergétiquement et économiquement dépendantes de la Russie, il serait abusif d'y voir une simple ingérence russe établie de longue date. Force est aussi d'admettre que les représentants politiques de ces enclaves se sont volontairement tournés vers la puissance russe, la seule à même de subvenir à leurs besoins fondamentaux. L'analyse de la situation de ces conflits dits gelés fait ressortir le dilemme qui oppose une vision russo-centrée simpliste et un point de vue plus nuancé. Selon les uns, l'hyper puissance russe, définie principalement par son machiavélisme impérialiste, agirait sans consentement de ses partenaires et soumettrait tout sur son passage. Mais selon d'autres, ces «satellites» s'inscriraient moins dans une relation de dépendance économique unilatérale que dans un rapport d'interdépendance géopolitique, certes inégal, mais réel. Ainsi, la soumission apparente des enclaves à la Russie est à mettre en balance avec l'absence d'alternative sérieuse et les atouts qu'elles y trouvent pour leur développement.

### **Notes :**

[1] Abkhazgov.org, site du président abkhaze, informations du 18 et du 24 août 2009.

[2] Lire l'analyse iconoclaste du politologue Dmitri Orechkine dans *Kommersant* du 14 avril 2009.

---

[3] Entretien avec Florence Mardirossian, co-fondatrice de *Géopole*, centre d'analyse des enjeux contemporains, le 25 août 2009.

[4] Entretien du 18 août 2009.

[5] Heidi Kjærnet, «The Energy Dimension of Azerbaijani–Russian Relations: Maneuvering for Nagorno-Karabakh», *Russian Analytical Digest*, n°56, 3 mars 2009, <http://www.res.ethz.ch/>

**Photo** : Centrale hydroélectrique d'Ingouri.

**date créée**

01/10/2009

**Champs de Méta**

**Auteur-article** : Sophie Tournon